



REUNION INTERNATIONALE DE MAURICE: LUNDI 10 JANVIER 2005

Les délégués à la Réunion Internationale de Maurice (RI) se sont réunis dans une séance plénière du matin pour entendre les déclarations liminaires, examiner les questions d'organisation et entendre les déclarations des organes des Nations Unies, des OIG et des ONG concernant l'évaluation exhaustive du PAB. La Grande Commission s'est réunie tout le long de la journée pour procéder au traitement des questions d'organisation et à la poursuite des délibérations autour du document de la Stratégie. Un groupe de discussion s'est réuni l'après-midi pour traiter la question des vulnérabilités environnementales des PEID.

SESSION D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture de la RI a commencé par l'observation d'une minute de silence en mémoire des vies perdues dans la récente catastrophe du tsunami.

Ouvrant la RI, Anwarul Chowdhury, Secrétaire Général de la RI, a rappelé la mort et la destruction, causées par le tsunami, et a recommandé de focaliser l'attention sur la préparation des PEID aux catastrophes, en vue de la prochaine Conférence Mondiale pour la Réduction des Catastrophes (WCDR). Il a encouragé: les PEID, à améliorer l'intégration économique régionale et la coopération Sud-Sud; les Nations Unies, à continuer à plaider la cause des PEID aux niveaux les plus élevés; et les organisations intergouvernementales régionales, à assurer le suivi et la coordination des flux de ressources internationales au profit des PEID.

Paul Raymond Bérenger, Premier Ministre de Maurice, a été élu Président de la RI par acclamation. Dans sa déclaration d'ouverture, le Premier Ministre Bérenger a présenté un rapport sur les incidences des récents ouragans et tsunamis sur les PEID, et a appelé à la considération de la mise en place d'un système d'alerte précoce, comme tâche immédiate pour la réunion des Nations Unies. Il a précisé que Maurice entendait proposer une déclaration politique réitérant les engagements de la communauté internationale en faveur des PEID.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Conformément au rapport des consultations informelles sur les préparatifs de la RI (A/CONF.207/L.2), la plénière: a adopté le règlement intérieur et l'ordre du jour; a approuvé l'organisation des travaux, l'accréditation des OIG et des ONG, et le comité de vérification des pouvoirs; et a élu comme Vice-présidents: Pravind Kumar Jugnauth, Vice-premier Ministre et Ministre Mauricien des Finances et du Développement Economique (*d'office*); Maurice, le Cap Vert et le Maroc, pour l'Afrique; Tuvalu, Nauru et Leste Timor, pour l'Asie; la Croatie, la Lituanie et la République Tchèque, pour l'Europe de l'Est; Belize, les Bahamas et la Barbade, pour l'Amérique Latine et les Caraïbes; et, l'Italie, la Belgique et la Nouvelle Zélande, pour le Groupe de l'Europe de l'Ouest et Autres. La plénière a également élu Christopher Fitzherbert Hackett, Représentant Permanent de la Barbade auprès des Nations Unies, Rapporteur Général; et Don MacKay, Représentant Permanent de Nouvelle Zélande auprès des Nations Unies, Président de la Grande Commission.

EVALUATION EXHAUSTIVE DE L'APPLICATION DU PAB: Plusieurs orateurs ont présenté leurs condoléances aux pays touchés par la récente catastrophe du tsunami. Le Secrétaire de la CDB a souligné la position unique des PEID pour la réalisation de l'Objectif mondial de 2010 consistant à réduire les pertes de biodiversité. L'UNFPA a déclaré que la concrétisation du développement durable exige l'établissement d'un équilibre entre la démographie, les ressources et la consommation. L'ONUUDI a donné un aperçu sur l'assistance technique qu'il fournit aux PEID dans le domaine des politiques en matière d'environnement, d'emploi et d'industrie. L'UNECLAC a déclaré que les liens entre la vulnérabilité et la taille économique, sociale et environnemen-

tale, ont été renforcés de manière importante par les ouragans survenus dans les Caraïbes au cours de l'année 2004. Il a indiqué que la RI devrait traiter, entre autres: des imperfections et des lacunes constatées dans la mise en œuvre du PAB; la coopération entre les PEID et la coopération régionale; et, les repères nécessaires à la mesure des progrès accomplis.

L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS a mis en relief le rôle des technologies d'information et de communication (TIC), et a souligné son rôle dans la détection environnementale et le suivi des catastrophes. L'UNICEF a fait état des opportunités offertes dans le domaine de la mobilisation des ressources pour les enfants, à travers l'intégration des ODM dans les plans nationaux axés sur la réduction de la pauvreté. Affirmant que le VIH/SIDA est à la fois une conséquence du, et un facteur contribuant au, sous-développement, l'UNAIDS, a souligné qu'une gamme de vulnérabilités place les PEID dans un risque élevé face au VIH/SIDA.

La FAO a déclaré que l'Edition 2005 de la Conférence de la FAO des Ministres de l'Agriculture des PEID assurera le suivi de la RI dans les domaines de l'agriculture, des forêts et des pêches. La CNUCED a mis l'accent sur la vulnérabilité économique et les désavantages des PEID, et a fait part de son soutien en faveur d'une différenciation équitable dans le traitement spécial accordé aux PEID. L'OIT a souligné son rôle dans la mobilisation des partenariats internationaux et dans la fourniture d'un soutien particulier aux PEID dans les domaines: du droit de travail, du dialogue social, de la protection sociale, des droits de l'Homme, de la productivité et de l'accès à l'emploi.

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCO-PHONIE a souligné son rôle dans la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux de développement durable. L'ORGANISATION HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONALE a souligné l'importance des données hydrographiques et de la sûreté de la navigation pour le développement économique durable et pour la protection de l'environnement marin. Le représentant de l'ASIAN PACIFIC COCONUT COMMUNITY a souligné le rôle des noix de coco dans le développement économique et de la durabilité environnementale. Soulignant les inconvénients qui caractérisent les économies des PEID, la COMMUNAUTE SUD-AFRICAINE POUR LE DEVELOPPEMENT a appelé, entre autres, à une suppression plus graduelle des traitements préférentiels commerciaux, et à des schémas de compensation approuvés à l'échelon international, au profit des petites économies.

Le CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET DE FORMATION DE LA REGION SUD OUEST DE L'OCEAN INDIEN, a présenté la Déclaration de Maurice du Forum de la Société Civile, tenu du 6 au 9 janvier, mettant en exergue les appels à l'action des gouvernements et les engagements en faveur de l'action de la société civile. Le représentant du PACIFIC CONCERNS RESOURCE CENTRE a présenté la déclaration de la société civile de la région Pacifique, qui appelle à de nouveaux partenariats entre les donateurs, les gouvernements et la société civile. Le RESEAU DES CARAIBES POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE a décrit les principaux éléments de la déclaration de la société civile des Caraïbes, a souligné la nécessité, entre autres: de stratégies de conscientisation du public; de l'annulation de la dette; et de systèmes d'alerte précoce. Le représentant de NATURE SEYCHELLES a présenté la déclaration de la société civile au nom de la région des Océans Atlantique et Indien, de la Méditerranée et des Mers du Sud de la Chine, appelant les gouvernements à intégrer l'énergie et les ressources de la société civile. Le CENTRE DES CARAIBES POUR LE DEVELOPPEMENT POLITIQUE a présenté les vues des organi-



sations internationales de la société civile, mettant l'accent sur le besoin pour la RI, de réaliser les ressources financières et d'approuver l'assistance et la coopération technique.

GROUPE DE DISCUSSION

LES VULNERABILITES ENVIRONNEMENTALES DES PEID: Ce groupe a été coprésidé par Tagaloa Sale Tuala Tagaloa, Ministre des Ressources Naturelles et de l'Environnement de Samoa, et Marian Hobbs, Ministre de l'Environnement de Nouvelle Zélande, et modéré par Klaus Töpfer, Directeur Exécutif du PNUE.

Rajendra Pachauri, Président du Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution Climatique (GIEC), a présenté les conclusions du Troisième Rapport d'Évaluation du GIEC, y compris les effets projetés des changements climatiques sur les PEID. Il a souligné la nécessité de mesures d'adaptation planifiées et anticipatoire, outre les efforts fournis dans le domaine de l'atténuation.

Theophilus Ferguson John, Ministre du Développement Physique, de l'Habitat et de l'Environnement de Ste. Lucie, a souligné le besoin pour les PEID d'accorder une priorité au développement des énergies renouvelables produites à l'échelon local.

Sálvano Briceño, Directeur du Secrétariat Inter-Agences de la Stratégie Internationale pour la Réduction des Catastrophes, a déclaré que la RI devrait recommander que le WCDR: traite les besoins particuliers des PEID dans son cadre d'action; appelle à un engagement à mettre en place des stratégies de réduction des risques de catastrophe dans tous les secteurs; établit un lien entre les efforts humanitaires et les efforts fournis en matière de développement, en soutien à la réduction des catastrophes; et, appelle la CDD-13 à intégrer la réduction des risques de catastrophe dans son ensemble thématique.

Kendrick Leslie, Directeur du Centre de la Communauté des Caraïbes pour la Lutte contre les Changements Climatiques, a parlé de la vulnérabilité sociale, économique et physique des pays des Caraïbes face aux changements climatiques et de l'accroissement associé des événements météorologiques extrêmes, a souligné la nécessité de la mise en place d'un système d'alerte.

Mohamed Latheef, Ambassadeur des Maldives auprès des Nations Unies, a présenté la déclaration au nom du Président des Maldives, mettant en relief les incidences humaines, sociales et économiques du tsunami.

Le Débat: Au cours du débat, les délégués se sont focalisés sur: les systèmes d'alerte précoce; la destruction des récifs coralliens et des forêts de mangrove; les réserves autour du lien entre les changements climatiques et les événements extrêmes; la mise à disposition des ressources financières pour l'alerte précoce; le rôle du FEM dans les projets d'énergie renouvelable des PEID; le renforcement des capacités; l'action avant-catastrophes; l'atténuation des effets climatiques; l'information et l'éducation; les technologies d'observation de la planète; les réseaux et les systèmes de suivi climatique; la coopération internationale; les effets socio-économiques des changements climatiques; les partenariats; et le partage des nouvelles technologies.

GRANDE COMMISSION

LES QUESTIONS D'ORGANISATION: Au sujet de l'élection des membres du Bureau de la Grande Commission, les délégués ont élu Perina Sila (Samoa) au poste de Rapporteur. S'agissant du calendrier de l'organisation, le Président MacKay a souligné que la Commission dispose de deux journées pour terminer ses travaux, et a rapporté que de grands progrès ont été réalisés au sujet des réunions du groupe d'experts, tenues dimanche, sur les questions du commerce et du transport des déchets radioactifs.

EXAMEN DES CONCLUSIONS FINALES DE LA RI:

Application: Accès aux, et fourniture des, ressources financières: Les délégués ont approuvé le libellé encourageant le FEM, de manière cohérente avec les décisions des organes pertinents, à simplifier et à améliorer, entre autres, l'efficacité et l'efficacité de son soutien, y compris ses procédures de déboursements et celles de ses Agences d'Exécution.

Au sujet du libellé du chapeau, consacré aux actions à prendre à l'égard des défis posés au développement durable, le G-77/CHINE a souligné le rôle de la communauté internationale dans la facilitation et l'amélioration des financements réservés aux PEID. L'UE a souligné la nécessité de mettre en exergue le rôle de la propriété nationale dans la prise de mesures, et le délégué des ETATS-UNIS a remis en question la nécessité d'un chapeau, préférant un descriptif des domaines du soutien. Ce libellé est resté non résolu.

Dans le sous-paragraphe consacré aux changements climatiques, le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que la référence à l'élévation du niveau des mers, élargit le libellé au-delà de la pertinence de l'UNFCCC. Les délégués ont approuvé le libellé soulignant le besoin d'élaborer et de mettre en application de stratégies nationales d'adaptation et de faciliter la coopération régionale et inter-régionale, notamment dans le cadre de l'UNFCCC, et, entre autres, avec un soutien du Fonds de l'UNFCCC pour les PMA et du Fonds Spécial des Changements Climatiques.

Le G-77/CHINE a proposé et les délégués ont accepté, moyennant quelques amendements, un nouveau sous-paragraphe consacré à la biodiversité, incluant des libellés portant sur l'action d'appui nécessaires à la mise en place de systèmes représentatifs des réserves terrestres et marines, sur l'avancement de l'élaboration du programme de travail de la CDB concernant la biodiversité des îles, et sur la facilitation du partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Au sujet des catastrophes naturelles et environnementales, les délégués ont approuvé, moyennant des amendements mineurs, une proposition du G-77/Chine appelant à la mise en place de partenariats dans le domaine de l'assurance pour la reconstruction et la réhabilitation post-catastrophe, et à l'établissement et au renforcement de systèmes efficaces d'alerte précoce.

Au sujet des ressources marines, les délégués ont approuvé l'octroi d'un soutien en faveur des efforts nationaux et régionaux des PEID dans la gestion durable de leurs ressources marines, à travers la détermination, la gestion, le suivi et la surveillance appropriées des stocks de poissons et des efforts fournis dans le domaine de la pêche.

Les délégués ont également approuvé, moyennant des amendements mineurs, les propositions du G-77/Chine concernant: la promotion de la compétitivité agricole et de la sécurité alimentaire; l'élaboration de mécanismes pour la conception et la mise en application de stratégies de production et de consommation durables pour les PEID; et l'amélioration de l'élaboration des TIC.

Science et développement et transfert des technologies: Dans le chapeau, les délégués ne sont pas parvenus à s'accorder sur la proposition du G-77/Chine d'insérer un libellé appelant à l'établissement d'un fonds particulier au PEID consacré au transfert des technologies. Sous réserve de la poursuite de la discussion du chapeau, les délégués ont approuvé les deux sous-paragraphe consacrés aux technologies de renforcement des capacités de résistance, et à la promotion de l'accès aux licences des systèmes technologiques.

Renforcement des capacités: Dans le chapeau, les délégués ont approuvé le libellé appelant à la poursuite du soutien apporté par la communauté internationale aux efforts des PEID visant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles. Les délégués ont demandé un délai supplémentaire pour l'examen des libellés proposés par le G-77/Chine concernant le suivi, les jeunes et la société civile, et les centres d'excellence de formation et de recherche.

Gouvernance nationale et internationale: Le G-77/CHINE, contré par les ETATS-UNIS, a suggéré de remplacer le libellé consacré aux environnements nationaux favorables par des dispositions tirées du PMAJ. Les délégués ont décidé de réexaminer ce sujet, mardi. Dans le texte concernant l'environnement international favorable, le G-77/CHINE a présenté, et les délégués ont accepté, un libellé soulignant la nécessité de s'assurer que les institutions internationales accordent une attention appropriée aux besoins particuliers et aux priorités des PEID.

Au sujet du suivi et de l'évaluation, le G-77/CHINE a proposé, et les délégués ont approuvé, quelques amendements, un libellé soulignant que le suivi et l'évaluation devraient englober un suivi intégré et coordonné des sommets des Nations Unies.

Rôle des Nations Unies: Le G-77/CHINE a avancé un nouveau texte et le Président MacKay a suggéré que le chapitre soit traité mardi.

Catastrophes naturelles et environnementales: Les délégués ont approuvé, moyennant quelques amendements, le texte proposé par le G-77/Chine, qui souligne les effets du tsunami et le besoin d'augmenter les capacités des PEID à prévoir et à répondre aux situations d'urgence.

Changements climatiques et élévation du niveau des mers: Le G-77/CHINE, l'UE et les ETATS-UNIS ont chacun proposé un texte reformulé. Les délégués ont décidé d'entamer l'examen de ces propositions dans un groupe de contact, mardi.

DANS LES COULOIRS

Une seule journée restant avant que la Grande Commission n'achève ses travaux, de nombreux délégués ont commenté que les négociations ont reçu un coup de poussé des groupes informels qui se sont réunis jusqu'à dimanche, réalisant des progrès sur les libellés consacrés au transport des déchets radioactifs et au commerce. Nonobstant ces avancés, plusieurs participants ont exprimé une certaine frustration au sujet de la large gamme de vues existant au sein des groupes de négociation quant à la manière de procéder avec le texte concernant les changements climatiques, qui constitue une grande priorité pour les PEID et un sujet dont pourrait dépendre la réussite de la réunion Internationale. Dans l'intervalle, compte tenu de la catastrophe du tsunami et du soutien vigoureux exprimé en faveur des systèmes d'alerte précoce, certains délégués ont estimé que l'approche préventive allait au-delà de l'alerte précoce, et qu'elle requiert l'édification de capacités de résistance et une focalisation sur les besoins de développement à long terme.